

MESSAGE DU PRÉSIDENT

Monsieur le ministre MacLaren,

Au cours des deux derniers mois, j'ai eu le plaisir de travailler avec 12 personnalités éminentes du milieu canadien des affaires afin d'examiner les programmes et services du gouvernement fédéral en matière de promotion du commerce extérieur. En notre qualité de gens d'affaires évaluant des programmes conçus à notre intention, nous nous réjouissons de ce que cette occasion nous soit donnée de vous faire part de notre opinion collective quant à la façon de réaménager ce soutien afin de l'adapter aux réalités du monde actuel.

Les gouvernements et partant, la population canadienne, éprouvent actuellement de graves difficultés financières. Il est donc indispensable de passer en revue tous les programmes gouvernementaux en se posant la question suivante : « Si le programme n'existait pas aujourd'hui, faudrait-il l'inventer? ». L'examen des dépenses liées au commerce entrepris par le Comité ne visait pas uniquement à déterminer si les fonds étaient bien utilisés ou s'ils profitaient aux divers secteurs de l'industrie canadienne; son objectif premier était de nous amener à décider si ces dépenses étaient justifiées étant donné la conjoncture financière actuelle. De là la conclusion que nous en tirons : en rationalisant nos activités et en éliminant les chevauchements, nous pouvons certainement procéder à une réduction raisonnable des dépenses.

Dans tous les aspects des programmes gouvernementaux, dont le volet commercial, le gouvernement intervient désormais là où il n'était pas destiné à intervenir. Maintenant que ces programmes existent, que les industries en profitent et que la bureaucratie prospère, il devient très difficile de réduire ces dépenses, sans parler de les éliminer. Ceci dit, nous sommes convaincus que les Canadiens comprennent les conséquences fâcheuses de notre situation financière. Le gouvernement devra prendre des décisions courageuses pour réduire notre dépendance; pourtant, au sein de notre comité, nous avons eu l'intuition que si les responsables gouvernementaux prenaient des décisions de ce genre, ils pourraient être surpris par la réceptivité et l'esprit de collaboration d'une population surtaxée. C'est dans cet esprit que se sont déroulées nos discussions et que nous avons fait nos recommandations.

Nous souhaitons par conséquent vous transmettre cinq grands messages. Premièrement, nous appuyons les efforts que fait le gouvernement afin de réduire le déficit budgétaire, particulièrement ceux qui visent l'élimination des chevauchements et des doubles emplois. Même si les programmes de soutien de la promotion du commerce extérieur ont pour objectif direct la création d'emplois et de richesse, nous avons recensé plusieurs domaines où, à notre avis, il est possible de réaliser des économies sans porter atteinte à la capacité du gouvernement de venir en aide aux entreprises canadiennes qui s'efforcent d'internationaliser leur activité.

Vous n'aviez pas, à l'origine, conçu notre examen dans une perspective de compression des coûts, mais, pendant toute la durée de notre étude, nous avons été conscients de la nécessité de diminuer les dépenses gouvernementales afin que l'on puisse atteindre les objectifs fixés en ce qui concerne le déficit. Les recommandations mises de l'avant, si elles sont mises en oeuvre, se traduiront par une